L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 3 SEPTEMBRE 1887. 61me Année

Docteur de Bonnet, Propriétaire-Editeur

Entered at the Post Office at New Orleans, La., a Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI, 3 SEPTEMBRE 1887.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les portiers.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$3 00

Huitième deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Huitième deux feuilletons.

Pour les petites annonces de Demandes-Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir les pages.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse Arcade

PAR C. E. GIRARDEY & CO. — Propriété de résidence de choix, formant le coin nord-ouest des rues St Charles et Washington.

PAR HORY & O'CONNOR. — Une Action du fonds capital du N. O. Produce Exchange.

PAR FENDEL HORN—Constable de la Première Cour de Cité—Un morceau de terre avec bâtisses dans le sixième district.

PAR LE SHERIF—Lots de terre et bâtisses dans le premier district.

Le discours de M. Rouvier.

Il existe en Angleterre, dans le monde politique, une vieille habitude que le temps a consacrée et à laquelle, pour rien au monde, n'oseraient déroger les nombreux ministères qui se succèdent, en ce pays, qui a été le berceau et est resté le foyer du parlementarisme. Tous les ans, au banquet qui couronne l'inauguration du Lord maire de Londres, le chef du Cabinet se fait un devoir de prononcer un grand discours—un discours-ministre, comme on dit—dans lequel, en présence de toutes les notabilités de la finance et du commerce, il expose son système politique et indique les questions qu'il doit résoudre ainsi que la route qu'il a l'intention de suivre. Le "speech," généralement préparé avec soin, est attendu avec impatience, écouté, sur place, avec attention; lu, lendemain, avec une avide curiosité; il fait invariablement sensation et exerce une grande influence sur l'opinion, souvent même décide de l'avenir de l'administration.

Cette coutume s'est introduite en France, depuis la République; tous les ans, pendant les vacances des chambres, le président du Conseil éprouve le besoin de s'épancher, à Paris ou en province, dans un banquet qu'on lui offre. Gambetta agissait ainsi; de même, après lui, M. de Freycinet, M. Ferry, M. Goblet. C'était, cette fois, le tour de M. Rouvier et il n'a eu garde de reculer devant la tâche. Il en sentait d'autant plus la nécessité, qu'il vient d'opérer une légère, mais courageuse évolution, de gauche à droite. On aurait tort, peut-être, de s'en exagérer l'importance, mais elle lui a créé, dès le premier jour, de fougueux adversaires, tout en lui fournissant des appuis qu'il n'était privé ses prédécesseurs. Elle consiste tout entière dans la ferme détermination de ne plus céder à la politique radicale, de ne plus pencher à gauche, mais de chercher à établir son équilibre au centre—entre les deux partis extrêmes; à faire, comme il l'a dit, cesser le malentendu qui a occasionné les regrettables élections de 1885; à ramener au gouvernement la partie de la nation qui s'était jetée dans les bras des monarchistes, déguisés en conservateurs. Il réussira, certainement, dans son entreprise, si la parole était maintenant au peuple, mais le corps électoral est muet pour le moment.

Reste à savoir si les représentants conservateurs se laisseront gagner à cette politique, qui, tout en leur cédant sur certains points, leur enlève tout prétexte de faire une opposition détonnée à la République. Ne chercheront-ils pas à renverser un Cabinet qui, s'il se maintient au pouvoir, est appelé à préparer les prochaines élections générales et les pouvoirs, nécessairement, sur un terrain où ils se savent extrêmement faibles? Ils le sentent si bien, que beaucoup d'entr'eux se défendent hautement de vouloir renverser la République:

"Dans la fièvre de la victoire électorale" dit un de leurs plus importants organes, "nous nous sommes fait de grandes illusions, mais il a vite fallu en rabattre. Vouloir ne suffit pas; il faut pouvoir; nous ne pouvons pas renverser la République, par toutes sortes de raisons, dont la première est que le pays ne le désire pas". Voilà qui est clair; l'aveu est dépouillé d'artifice.

Malheureusement—en France surtout—les partis n'abdiquent jamais. Les conservateurs—autrement dit les monarchistes—comprennent parfaitement que du moment où on leur enlève un motif plausible d'opposition détournée au régime actuel, ils n'ont plus de raison d'être; d'avance, ils se savent battus M. Rouvier est donc, en réalité, pour eux un ennemi plus redoutable que ne l'était M. Goblet, que ne le serait M. Clémenceau. Ce qui fait sa force aujourd'hui, deviendra pour lui une cause de faiblesse à la prochaine session. Il semble difficile que les choses prennent une autre tournure, l'hiver ou le printemps prochain.

Le discours de M. Rouvier est plein de fierté, de hardiesse; il ne recule pas devant son ennemi de gauche; il va à lui et le combat corps à corps. Il n'a guère, non plus, de condescendance pour ses nouveaux alliés de la droite; il les ronge hautement; il ne veut faire avec eux aucun compromis—ce qui donne lieu de croire que l'alliance sera de courte durée. Il le lâchera, à la première occasion, ne fût-ce que pour brouiller les cartes, avant la convocation du corps électoral. Ils ne se gênent pas pour le lui dire, dès aujourd'hui, tout en le soutenant, non dédaigneusement.

Il y a, dans la harangue du chef du nouveau cabinet, un passage curieux, étrange, tout à fait en dehors des allures ordinaires de la tribune française. M. Rouvier est un ancien commis, un ancien teneur de livres de la maison Zaphyropoulo, qui fait, à Marseille, un grand commerce des graines du Levant. Il est resté dans les meilleures termes avec son ex-patron, qui l'a, paraît-il, aiguillé, poussé dans la carrière politique. Un des premiers actes de son ministère a été de faire nommer M. Zaphyropoulo commandeur de la légion d'honneur—ce qu'un conviviale de l'opposition vient d'appeler plaisamment "le coup du commandeur."

En faisant sa profession de foi, M. Rouvier rappelle, avec complaisance, ses humbles commencements et se faisant une sorte de piédestal du grand Gambetta, son ancien ami, qui était fils d'épicier: "Et moi aussi, je suis fils d'épicier, s'écrie-t-il, comme mon collègue et ami, Spuller, qui est fils d'artisans. Ce ne sont pas des hommes comme nous qui pourront trahir la démocratie."

L'affirmation est hasardée; il y a des exemples de contraire; ils abondent dans l'histoire des cent dernières années. Il n'est pas plus vrai qu'il faille être fils d'artisan ou de petit bourgeois pour bien diriger la République, bien que noble ou fils de grre seigneurial, pour servir le monarchie. Nous avons vu, dans le passé, les rôles très souvent renversés. Des arguments de ce genre ne devraient pas être mis en avant par des hommes de valeur; ils tendent à faire croire que l'on voudrait établir une aristocratie par en bas, pour succéder à l'aristocratie par en haut d'autrefois. La vérité, en démocratie, est ailleurs, dans l'égalité devant la loi, dans l'admissibilité pour tous les talents, de tous les mérites, d'où qu'ils viennent, de haut en bas, du droit de chacun de grandir, sans égard à l'obscurité ou à l'obscurité de bonne fortune.

Comment M. Rouvier a-t-il pu, tout jeune encore, malgré un handicap accéléré fait pour lui faire neuf cerveau sur dix, passer, en moins de quinze ans, du bureau du teneur de livres au banc du premier ministre? Nous l'ignorons, mais le fait s'explique naturellement. A-t-il, malgré son indécorité de toutes sortes, des fruits sec du barreau, qui se disputent les candidatures électorales, et, trop souvent, réussissent à les enlever, on est tout décoré de voir arriver à la Chambre un homme de métier, un spécialiste. Le talent, soutenu à fond ce dont il parle et ce qu'il veut faire. M. Rouvier est un économiste de valeur; c'est, dans le Parlement, le chef accrédité et autorisé du libre-échange, et il doit à cela d'avoir été, déjà, président de la commission du budget, la plus haute dignité, au Palais Bourbon, après celle de Président.

La partie la plus remarquable de son allocution était, en effet, celle où il traite des questions économiques. A vrai dire, d'ordinaire à "chef" négociants, il ne veuln faire et n'a fait qu'un discours d'affaires. La, il est sur son terrain; il se sent à l'aise. Il n'a pas besoin de faire de phrases; le mot propre lui arrive toujours aux lèvres; il affecte même, parfois, d'employer le langage de l'école et d'abuser des termes techniques. Cela pose un homme, cela le met hors de pair et, comme le dit, à propos, dans un langage passablement trivial, un grand journal, tout en le défendant, cela "épate" la galerie.

Un autre organe important de la Presse parisienne, prenant à partie les républicains et leur reprochant d'avoir mené la République beaucoup trop vite et beaucoup trop loin, s'écrierait, dernièrement, que le tempérament français répugnait aux expériences, et que s'il était besoin de réformes, il fallait les entamer par le côté social, économique, non par le côté politique. C'est là précisément ce qui distingue l'œuvre tentée par M. Rouvier. Dédaignant la politique de sentiment et de principes, il s'en tient à celle des affaires; il veut modifier la loi sur les marques de fabrique, sur les brevets d'invention, sur les faillites; réduire le budget, réformer l'administration des finances, la levée des contributions directes et indirectes, et, pour qu'on ne se méprenne pas sur le fond de sa pensée, il déclare, nettement, "qu'une réforme utile, telle que la suppression des octrois, par exemple, ferait plus pour le bonheur de tous, que la séparation des Eglises et de l'Etat. Il obéit à la même idée quand il rejette l'impôt sur le revenu, qui a un caractère politique plutôt qu'économique.

Toute sa politique est là. On aurait tort de la chercher ailleurs: on n'y trouverait rien que des expédients pour se rallier une majorité, pour se l'attacher, pour rendre son cabinet durable. En cela, il ne fait que suivre l'exemple de ses prédécesseurs. Réussira-t-il mieux qu'ils ne l'ont fait? A-t-il trouvé le vrai défaut à la cuirasse? La façon dont se pratique le parlementarisme, en France, permet-elle à un cabinet quelconque de jouir d'une longévité raisonnable? L'avenir seul nous l'apprendra.

Bills de chaussures.

Les acheteurs de la campagne trouveront toujours que le véritable bon marché n'existe pas dans les maisons de premier ordre de vendant qu'à prix fixe. Au nombre des maisons jouissant de la préférence populaire nous citerons l'Etoile Rouge qui réunit dans ses immenses départements plus de paires de souliers que plusieurs autres magasins réunis; c'est là qu'un grand nombre d'acheteurs se réunissent tous les jours pour remplir leurs **bills de chaussures.** Comme la maison fait le détail et le gros, les marchands aussi bien que les particuliers sont certains d'y faire de bonnes affaires. La maison est ouverte tous les soirs jusqu'à huit heures—le **samedi** jusqu'à 10 heures du soir.

Pour agir sur le foie et nettoyer les intestins aucune médecine n'égale les Pilules Cathartiques d'Ayer.

LOUISIANE.

Le Times, Shreveport, paroisse Caddo, du 1er septembre:

Les entrepreneurs du chemin de fer de Shreveport et Arkansas ont maintenant une quantité d'ouvriers et un énorme matériel à l'œuvre. Les travaux sont poussés avec une grande rapidité; il s'agit de regagner le temps perdu pendant les chaleurs excessives qui viennent d'avoir lieu; rien ne sera épargné pour que les travaux de terassement soient achevés, avant le mois de décembre.

De Shreveport à Benton, le droit de passage a été obtenu sans presqu'aucune difficulté, même de la part de ceux dont les propriétés doivent être travesées par la ligne. En général, on remarque dans les populations une bonne volonté évidente à favoriser l'achèvement, le plus promptement possible, de l'entreprise.

Les entrepreneurs ont un camp près de Bossier City, et l'on y a commencé les travaux de la ligne, qui commence à 900 pieds du pont du chemin de fer, près de la voie du Vicksburg, Shreveport et Pacific. Il y a aussi des camps établis à Collinsburg, à Benton, à Buckhall, au pont d'Alden. Suivant le contrat, le chemin devrait être livré à la Compagnie et au public, vers le 1er janvier. Espérons que l'attente des citoyens ne sera pas déçue.

—La conférence des agents de fret, tenue, il y a quelques jours, dans notre ville, et dans laquelle étaient représentées les lignes qui aboutissent à Shreveport, a adopté les taux suivants, de Shreveport aux différents points suivants:

Coton comprimé, jusqu'à la Nouvelle-Orléans (débarcadère du chemin de fer), $1.50 la balle; coton non comprimé, $2.25 la balle; jusqu'à Boston, 75 cents pour cent; jusqu'à New York, 70 cents pour cent; jusqu'à Baltimore, 60 cents pour cent; jusqu'à Philadelphie, 68 cents pour cent. Sur tous les points au-dessus de Shreveport, vià Nouvelle-Orléans et par l'océan, les taux sont de 3 points de moins pour cent.

—Nous voyons, avec plaisir, que nos concitoyens s'occupent sérieusement d'établir des manufactures parmi nous; qu'ils en comprennent la nécessité. Ainsi, nous allons avoir une nouvelle fabrique de glace, une buanderie à la vapeur, une brasserie. Il nous faudrait aussi une filature, une fabrique de boîtes, une autre de conserves et différents établissements industriels.

Il est vrai qu'un nouveau chemin de fer va augmenter, considérablement, notre commerce, mais tout cela tombera dans les mains de nos gros négociants; nos détaillants n'en tireront aucun profit. D'ailleurs, les manufactures donnent de l'emploi aux travailleurs; elles contribuent à grossir la population de la ville et à faire vivre le petit commerce.

Il est dopo à espérer que ce mouvement continuera à se développer, pour le plus grand bien de tous.

L'*Eagle*, paroisse St-Bernard, du 1er septembre:

Il y a quelques semaines, un meeting de planteurs risiers, sucriers, et de fermiers maraîchers, a eu lieu dans la paroisse St-Bernard, en vue de demander les terres de St Bernard et de Piquemine, envahies par l'eau salée et devenues des marais qu'il est impossible de cultiver où même on peut conduire le bétail. Depuis cette réunion, M. Ben McLeran, arpenteur et ingénieur civil, a préparé un plan de desséchement pour ces terres. Il ne porte pas le chiffre à moins de 200,000 acres. Il énumère la série des différents accidents survenus à cette région et qui sont, en partie, le fruit de la négligence des habitants. Ceux-ci ont laissé s'engorger et se combler le bayou Terre-aux-Bœufs ainsi que les autres bayous, et ne se sont pas donné la peine d'irriguer leurs terres avec les eaux du Mississippi. M. McLeran pense qu'avec une somme qui n'est pas au-dessus des moyens des planteurs et des propriétaires, on peut rendre ces terres à la culture, et les irriguer.

Un nouveau meeting doit avoir lieu dimanche prochain. On y discutera le plan de M. McLeran et on l'adoptera ou on le rejettera, mais nous croyons qu'il est excellent et nous espérons qu'on ne lui opposera aucune objection. Deux cent mille acres desséchés d'un seul coup; c'est une bonne fortune inespérée pour les deux paroisses.

Propos de casino:

—Qu'est-ce apporte, monsieur Boireau? Vous voulez donc vous tuer?.... Vos cheveux ressemblent que vous buvez de l'absinthe pure!

—Madame, c'est uncoolisme calomnie... Je vous jure que je la coupe avec du bon m!....

Les Prévoyance de l'Avenir. à Paris.

La Société des Prévoyance de l'Avenir, qui a été, le 14 août, à Sceaux, par diverses réjouissances, banquet, bals, feux d'artifice et jeux divers, le premier million entré dans ses deux caisses, est un exemple curieux des résultats que peuvent atteindre la prévoyance et l'épargne.

La Société des Prévoyance de l'Avenir a été fondée en 1880 par un ouvrier typographe, nommé Frédéric Châtelne. "C'est à la classe ouvrière elle-même, disent les statuts, qu'il appartient de rechercher et de trouver les moyens et ressources nécessaires à l'extinction de la misère, causée trop souvent par une vieillesse prématurée, résultat inévitable d'un trop long labeur. Nous seuls connaissons vraiment nos besoins, nos ressources et les mesures à prendre pour atteindre un but depuis longtemps cherché, et, jusqu'à ce jour, introuvable. En fondant une Caisse de retraites établie sur les bases les plus larges, en appelant tous les travailleurs sans exception à ordre, si ce n'est pour eux, au moins pour les générations suivantes, une ressource inépuisable, les fondateurs de la Société de retraites: *les Prévoyans de l'Avenir*, ont compté sur le concours de tous, et ils espèrent que l'idée qu'ils préconisent sera comprise de tous les travailleurs à quelque classe qu'ils appartiennent."

Le droit d'admission est de 2 fr. et la cotisation mensuelle de 1 fr. C'est avec ces seules ressources que la Société est arrivée en sept années à se constituer un capital de un million. Trois mois après sa fondation, elle comptait 757 adhérents; elle en compte actuellement 36,400.

Aucun de ses emplois qui existent dans la Société n'est rétribué. Les adhérens viennent à tour de rôle se mettre à la disposition du comité pour exécuter tel ou tel travail. Il n'y a pas de garçons de recette non plus. Les membres de la Société font eux-mêmes le recouvrement des cotisations aussi bien à Paris que dans les 250 localités de province, où la Société a organisé une section. Un décret spécial du ministre des finances a autorisé les Caisses d'épargne à recevoir les dépôts effectués par la Société, à quelque chiffre qu'ils puissent s'élever.

Relativement à la perception des cotisations, le règlement est sévère. Trois causes seulement sont admises: le manque d'ouvrage, les maladies ou blessures, la présence sous les drapeaux. Dans ces trois cas, des congés pouvant atteindre plusieurs années sont accordés. La santé revenue, le travail repris, le sociétaire se libère par petites sommes de son arriéré, afin de pouvoir, dans un laps de temps plus ou moins rapproché, s'acquitter envers la Société.

Mais en dehors des trois cas cités, si, par entêtement, négligence ou toute autre cause, un sociétaire cesse de remplir ses engagements, il est immédiatement et sans merci rayé des listes de la Société.

Un article du règlement interdit toute discussion politique ou religieuse. Il faut chercher là, sans doute—dit le *Journal des Débats*—une des causes de la prospérité de la Société des Prévoyans de l'Avenir. Combien d'autres Sociétés pourraient arriver à de semblables résultats, si la grande partie du temps consacré aux réunions de leurs membres n'était occupé par de stériles discussions politiques et sociales!

France et Russie.

Ce n'est jamais sans inconvénient ou sans danger—dit le *Temps* du 16 août—qu'on fait du patriotisme une arme de parti et du sentiment national un instrument politique. Les radicaux et les patriotes farouches qui ont essayé de monopoliser, à leur profit et au détriment du gouvernement, les démonstrations de sympathie qu'a fait éclater partout en France la mort de Katkof, viennent de s'en apercevoir. Dans le *Nord*, de Bruxelles, journal officieux du gouvernement russe, a paru un article que nous avons reproduit avant hier et auquel il faut revenir. Il contient, à l'adresse tous ceux qui, en dehors de son gouvernement ou même en opposition avec lui, veulent, à l'étranger, paraître en parler au nom de la France, un avertissement et une leçon qui ne doivent point être perdus.

Le Nord fait remarquer que, tout en accueillant avec reconnaissance tous les témoignages de sympathie sincères, la Russie ne voudrait se compromettre à aucun prix avec des hommes de parti qui seraient alliés à Moscou surtout en hommes de parti et dans le but de servir leur cause particulière. "La Russie, ajoute-t-il, s'est toujours défendue de s'immiscer dans les affaires intérieures de la France, comme de tout autre Etat. Autant que jamais, elle a à cœur d'observer cette réserve.

Si toutefois, par l'effet de sympathies que lui accorde la nation française, son opinion bienveillante et désintéressée était de quelque poids auprès de celle-ci, et qu'un pli à ce propos parler d'appui moral, cet appui—nous le déclarons franchement—est acquis au gouvernement français, tel qu'il est actuellement constitué, c'est-à-dire composé de partisans de la République ouverte et modérée, qui travaillent dignement et pacifiquement à maintenir la France au rang qu'elle doit occuper dans l'équilibre européen."

Nous ne saurions trop insister sur le lien intime qui unit l'action extérieure d'une nation à la sage conduite de sa politique intérieure. Le baron Louis disait: "Faites-moi de la bonne politique, je vous ferai de bonnes finances." Un ministre des affaires étrangères serait encore plus fondé à répéter: "Faites-moi de la bonne politique au dedans, je vous ferai de la bonne politique au dehors." S'il ne faut point songer à nos luttes de partis en face de l'étranger, il faudrait toujours penser à l'étranger dans la conduite de notre politique intérieure. Les radicaux intransigeants, qui réclament et préparent par tous les moyens une crise ministérielle nouvelle, peuvent voir aujourd'hui quel effet cette crise produirait sur la Russie même dont ils ont voulu gagner les sympathies. Croient-ils que le meilleur moyen d'inspirer de la confiance à ceux qui nous aiment ou du respect à ceux qui ne nous aiment pas soit de leur donner en France le spectacle d'un gouvernement toujours sans autorité comme sans durée? Il y a dans notre situation intérieure bien des raisons pour nous porter tous à la réflexion, à la tolérance et l'union, mais, dans la situation extérieure de l'Europe, il en est de bien plus fortes et de bien plus urgentes encore. Il ne faudrait plus les oublier.

Belgique.

Nous avons dit que le congrès du parti ouvrier réuni à Mons, le 16 août, a décidé de préparer et d'organiser une grève générale.

Voici, à titre de document, le texte de la résolution à ce sujet votée par le congrès:

"Considérant que la grève générale est un puissant moyen pour forcer le gouvernement à accorder aux ouvriers le suffrage universel et les réformes économiques que tous ont intérêt, au même degré, à voir proclamer,

"Mais considérant qu'une telle entreprise ne peut réussir qu'à la condition d'être sérieusement organisée,

"Décide:

"Que le parti ouvrier fera la propagande nécessaire parmi les travailleurs pour faire éclater la grève générale le plus tôt possible;

"Charge le conseil général de publier, dans les trois mois, une brochure dans laquelle la nécessité de la grève générale sera démontrée et qui exposera les griefs des ouvriers;

"Engage les caisses de résistance affiliées à payer régulièrement leurs cotisations à la caisse centrale des grèves, à voir s'il n'y a possibilité d'augmenter les recettes des caisses de résistance et à fédérer les chambres syndicales de même métier; à créer de nouvelles unions professionnelles dans les villes où il n'en existe pas encore; à entrer en relations avec les organisations ouvrières des pays voisins, afin de leur demander de s'examiner si elles pourraient, en cas de grève générale en Belgique, faire cause commune avec nous, soit en cessant le travail, soit en manifestant leurs sympathies pour les travailleurs belges, et empêcher ainsi leurs gouvernements respectifs d'intervenir par voie diplomatique ou militaire;

"Enfin, que grève, partout où le chose est possible, des coopérations."

D'après les dernières dépêches de Bruxelles, on est parvenu à se rendre maître de l'incendie qui s'était déclaré, depuis plusieurs jours, dans le Hainaut-Wallon.

Espagne.

On écrit, de Barcelone, en date du 14 août:

"On prétend que, pour la première quinzaine du mois prochain, il y aura un mouvement révolutionnaire qui dépassera dans toutes les provinces de l'Espagne. Certes la situation industrielle, commerciale et agricole est très mauvaise, mais une crainte d'insurrection ne semble pas justifiée. La perti scrrilliste manque d'organisation. Néanmoins, le gouvernement a pris des précautions dans tous les centres importants, afin de ne pas se laisser surprendre par les événements.

"Les travaux de l'exposition de Barcelone ont été repris cet jours dernierte, et on espère qu'ils seront menés avec une activité qui permettra d'ouvrir à l'époque fixée, c'est-à-dire le 8 avril 1888. A ce sujet, le maire de Barcelone vient de charger une commission de préparer un projet à présenter au conseil municipal, afin qu'il soit autorisé à faire apprendre la langue française par cent gardes municipaux, de façon que ceux-ci puissent répondre au aux demandes qui leur seront faites par les étrangers qui viendront visiter la ville pendant l'exposition."

Des avis de Tanger annoncent que l'ambassade espagnole a été reçue solennellement à Rabat par le Sultan.

Celui-ci s'est avancé à cheval, et suivi d'une nombreuse escorte, dans la cour de son palais, au-devant de l'ambassadeur.

Un interprète a lu en arabe le discours de l'ambassadeur. Le Sultan a répondu en termes affectueux pour l'Espagne.

Sur son ordre, les membres de l'ambassade sont traités avec les plus grands égards.

Un banquet officiel leur a été offert où le Sultan s'est fait représenter par un de ses ministres.

L'ambassadeur espagnol a eu un long entretien avec les ministres du Sultan.

On mande, de Rabat, que le Père Lerchundi, chargé d'une mission spéciale auprès du Sultan du Maroc, se proposerait d'étendre la Propagation de la Foi jusqu'à Fez où serait construit un couvent de franciscains.

L'ambassadeur d'Espagne à Tanger espère obtenir la liberté du cabotage et le droit de propriété pour les étrangers, droit qui n'existait pas encore dans l'empire.

Portugal.

Les Chambres portugaises se sont séparées le 12 août et ne se réuniront que le 2 du mois de janvier.

Il est probable que la prochaine session ne s'ouvrira pas sans que la composition du ministère ait été modifiée. Ce revirement serait motivé par les changements qui se sont opérés dans le groupement des partis à la suite de la mort de don Antonio Ferreira da Fontes, le chef de la fraction la plus fidèlement dynastique de la Chambre. Le parti qu'il dirigeait s'est divisé en deux groupes, dont les tendances sont fort distinctes. Ses amis les plus proches cherchent à rallier les éléments démocratiques et se proposent de borner, à peu près, leur activité aux questions économiques et à l'amélioration des classes populaires, tandis que le gros du parti, qui a choisi pour chef M. Serpa Pimentel, persiste dans son ancienne attitude.

Cette scission de la majorité, jointe aux embarras financiers, pourra entraîner une crise ministérielle.

Une étude historique du mouvement républicain en Portugal est adressée à la *République française* par M. Rodrigues de Fréchias, ancien député républicain à la Chambre portugaise.

Cette étude aboutit à un intéressant exposé de la situation présente:

.....

"On peut dire qu'il n'y a pas d'arrêt au progrès du mouvement républicain dans tout le Portugal, et surtout parmi les classes ouvrières. Quel sera le résultat de ces nouveaux efforts? Un parti pourrait se former qui, hostile en principe à la monarchie, écarterait cependant la question brûlante de la forme de gouvernement et, regardant comme imprudent et impraticable de changer notre organisation politique, proposerait de mener à bonne fin toutes les réformes démocratiques compatibles avec les institutions monarchiques libérales.

"Cette tendance s'accuse, en Portugal, dès 1868, lors de l'avènement du parti réformiste, qui, cependant, passa presque inaperçu. Il y a quelques années, les constituants se sont poursuivi des vues semblables, mais ils eurent bientôt lieu de s'en repentir.

.....

"Le progrès de la raison humaine et la diffusion de l'instruction publique sont des gages de l'avènement de la République dans l'avenir, bien que cet avenir paraisse un peu éloigné. Je suis amené à cette conclusion par le spectacle de la décomposition déjà ancienne et toujours croissante où sont tombés les partis monarchiques.

"Il n'est commis pour se relever des abîmes de pouvoir qui leur ont été ouverts, et ils ont pris contre les républicains des mesures violentes qui ont obligé ces derniers à se constituer en parti militant. Nous sommes contraints à démolir au lieu de construire. C'est un malheur que un pays faible et arriéré comme le Portugal, lui implique la perte d'une énergie qui pourrait être mieux employée. Mais je trouve une consolation à ce malheur: les républicains obligés de lutter pour leurs principes y trempent et y grandissent avec plus de tenacité."

.....

LES JENNES ET LES VIEUX TCHÈQUES, EN AUTRICHE.—Les derniers journaux de France parlent des attaques dirigées, par les journaux tchèques, contre le cabinet autrichien, à l'occasion de certaines mesures prises par le ministère de l'instruction publique, sur lesquelles jeunes et vieux Tchèques se sont donné le mot pour menacer le comte Taaffe de leur défection s'il ne se rendait à leurs exigences.

La polémique de leurs journaux dépasse, en effet, les limites de la question administrative qui lui a servi de prétexte. Ces journaux parlent ouvertement en campagne contre la politique extérieure du cabinet de Vienne, au nom du principe de la fraternité des Slaves. Le *Narodni Listy* interprète des sentiments des jeunes Tchèques, en déclare "ouvertement et franchement pour la solidarité slave, même au point de vue autrichien, car le monde slave a plusieurs fois sauvé l'Autriche, une fois contre les Magyars, une autre fois contre les Turcs; et aujourd'hui encore il protège la monarchie des Hapsbourg contre les Prussiens de l'intérieur et de l'extérieur". Le *Hlas Naroda*, qui passe pour recevoir l'inspiration de M. Rieger, chef des vieux Tchèques, n'est pas moins explicite. "Il est indifférent, dit-il, aux peuples de l'Autriche que les frontières de l'Allemagne soient avancées ou reculées à l'Est ou à l'Ouest; ils ne souffriront pas que les gens qui agissent autrichien soient exposés pour ce résultat." Le *Nord*, en citant ce langage, auquel les organes officieux ne attachent un grand intérêt d'actualité, ajoute: qu'en tendant la main de l'entrevue de Gastein, "elle, présentée comme une nouvelle consécration de l'alliance austro-germanique, ces manifestations antiallemandes des organes d'une population dont les représentants jouent un rôle aussi important dans la majorité du Reichsrath sont singulièrement significatives."

L'USAGE DES RICHESSES.—Au cours de la séance, du 13 août, de l'Académie des sciences morales et politiques, de Paris, M. Courcelle-Seneuil a lu une note sur la question de l'usage—question qui, suivant lui, a été mal posée dans les précédentes discussions.

On s'est demandé quelle influence le luxe exerce sur la civilisation et sur l'ordre public. M. Courcelle-Seneuil croit préférable de se demander quel usage on doit faire des richesses. Malgré les doctrines des philosophes et des Pères de l'Eglise, il faut savoir rendre à la nature que les richesses sont recherchées par l'homme; c'est une loi de la nature, dont il ne paraît pas disposé à s'affranchir. Malheureusement, lorsque le capital s'accumule d'une façon exagérée, chez un peuple, le désordre intérieur est proche. L'histoire nous l'a démontré jusqu'à présent.

A quoi faut-il attribuer ce phénomène? Au mauvais usage de la fortune, bien plus qu'à la richesse. Voilà ce que M. Courcelle-Seneuil recommande à l'attention de la section de morale, car la question n'est plus du domaine de l'économie politique.

HUMEURS D'ENFANTS

Et maladies de la peau et du cuir chevelu guéries par le Cuticura.

Notre petit garçon avait quatre ans lorsque le 25 de ce mois. Au mois de mai 1885, il fut douloureusement affligé d'une maladie cutanée, et nous le fîmes traiter par un médecin pendant quatre semaines. L'enfant n'éprouva aucun bien, et on éprouva fort peu du traitement. Le médecin attribuait sur le caractère de la maladie, et tout espoir de guérison étant perdu. Fréquemment le petit nous nous levions et le frottions avec du gaze dans de l'eau, de violentes liniments, etc. Un jour connaissance jusqu'à six médecins dans la science reste impuissante à guérir le mal qui empiraît de jour en jour. Vers le 20 de mai de pulled dernier nous lui donnâmes intérieurement du CUTICURA RESOLVENT et le lavâmes avec du SAVON CUTICURA. A la fin d'août son état était tant amélioré qu'il ne prit plus qu'une dose du RESOLVENT à peu près tous les deux jours, sur deux jours de plus et depuis lors il n'a ressenti de souffrance de son mal. Il tout le malade n'a pas pris plus d'une demi-bouteille de CUTICURA RESOLVENT, un peu moins d'une boîte de CUTICURA et un morceau seulement de SAVON CUTICURA.

H. E. RYAN, Cayuga, Livingston Co., Ill.

Fait sous serment devant moi ce quatrième jour de janvier 1887. C. M. COE, J. P.

HUMEURS SCROFULEUSES

Le printemps dernier, j'étais très malade, souffrant d'une affection rénoulenne. Les médecins ne pouvaient pas me guérir, je fus quasiment obligé de CUTICURA RESOLVENT. J'en essayai et dès le lendemain un mieux dans mon état se fit sentir et deux mois après j'étais complètement guéri. Je vous remercie du conseil que vous m'avez donné et tiens à ce que le public sache ma guérison.

EDW. HOFMANN, North Attleboro, Mass.

MALADIES CUTANÉES GUÉRIES.

M. Frank McClusky déclare que vos RÉMÈDES CUTICURA ont guéri son fils d'une maladie de la peau après que plusieurs médecins eussent été incapables de lui faire aucun bien. Il a dépensé plus de cent dollars en frais de médecins; et les RÉMÈDES CUTICURA l'ont guéri.

J. R. TIFFANY, Tiffanyville, Mont., Pa.

CUTICURA, le grand remède pour la peau, et le SAVON CUTICURA, le savon de toilette le plus exquis, et le CUTICURA RESOLVENT, le nouveau dépuratif pour sang intérieur, sont des remèdes infaillibles pour toutes les maladies de la peau, depuis le bouton jusqu'au scrofule.

Vendus partout. Prix: CUTICURA 50 cents; SAVON CUTICURA 35 cents; RESOLVENT CUTICURA $1.00. Préparés par la POTTER DRUG AND CHEMICAL CO., Boston.

Demandez le traité intitulé: "How to cure Skin Diseases."

POUR BOUTONS, taches, beauté d'enfants, faites usage du SAVON CUTICURA.

Un mot sur le Catarrhe.

C'est la membrane muqueuse, cette merveilleuse enveloppe aussi fluide assurant les tissus délicats des vaisseaux respiratoires et des organes recevant la nourriture, que le catarrhe attaque. Une fois le mal déclaré, il fait des progrès rapides et rend la vie insupportable, affectant l'ouïe, l'odorat, l'odorat, le goût. Insidieux comme il qu'au moindre temps du corrompt, il est plus grave, malgré tout, que le poison de vipère. Le remède énergique seul guérira le mal. Des publicités ne feraient que prolonger les souffrances dont la terminaison fatale ne saurait être douteuse. Le "RADWAY'S RADICAL CURE" Radwaysche et prix intérieurement n'a jamais manqué de guérir; mais alors que les malades avaient fait de grands sacrifices et étaient très avancés.

Le RADWAY'S RADICAL CURE se compose d'une bouteille du RADICAL CURE, d'une boîte de UNIVERSAL SOLVENT et d'un IMPROVED INHALER bien enveloppés en un paquet, avec tous les renseignements voulus; le tout, $1.00.

POTTER DRUG & CHEMICAL CO., BOSTON.

OH! MON DOS! MON DOS!

SOULAGEMENT EN 1 MINUTE.

Les douleurs au dos, à la poitrine, aux côtés, à la vessie, à l'utérus, les douleurs musculaires, l'inflammation, les rhumatismes, la névralgie, la sciatique, les douleurs aiguës, nerveuses, les rhumatismes de l'amputée, d'ulcère, Angina, Lumbago, Pleurésie, nervous, délogés et inhabitable, 25c. 50 pour $1.00 chez tous les pharmaciens ou au Potter Drug and Chemical Co., de Boston.

1er juin—nov.sam.dim

L'INCENDIE DANS LES FORÊTS DE PINS D'ARCACHON, FRANCE.—Nous trouvons, dans les journaux de Paris, des détails sur cet incendie considérable, qui s'est déclaré, le 9 août, dans les forêts de pins au sud du bassin d'Arcachon, et que nos dépêches télégraphiques nous ont annoncé brièvement:

Le feu avait pris dans les bruyères et s'était communiqué aux pins le côté du canal No 1, à Taurus, et apparaissait à M. Dimail, négociant à la Teste. On était parvenu à se rendre maître du feu à onze heures du soir; mais, le 11, à dix heures du matin, l'incendie, se ralluma avec une fureur, et gagnait les propriétés de M. Lescuna. Une maison située à Pujan-Brouetat, a pu être préservée du feu qui alors a pris la direction de Sanguinet, passant par le Brous. L'incendie a pris, dès lors, de grandes proportions. Le soir, le hameau de Cazaux était attaqué. On cherchait à préserver la forêt vierge.

Il est impossible de se faire une idée exacte de l'importance des dégâts. L'incendie, le 10, le 11 et encore le 12 au matin, a porté des ravages aux environs de la Teste, Cazaux et Sanguinet. C'était une mer de feu qu'on ne pouvait endiguer. L'incendie s'étendait, roulant comme une marée montante, et flammes qui se tordaient et s'entremêlaient sous l'effort du vent avec une rapidité inconcevable. Rien ne résistait à cette puissance formidable. Les routes et les chemins étaient franchis par l'incendie, qui gagnait de proche en proche, d'une propriété à l'autre, se propageait au loin dans un vacarme assourdissant, un crépitement, un sifflement lugubre dans les hautes branches, un bruit d'orage lugubre qui tordaient leurs troncs carbonisés et de bruyères qui pétillaient.

Avec un courage au dessus de tout éloge, les habitants des pointe sinistrée, aidés d'environ cinq cents personnes de la Teste et conduite par leur le Conseil municipal, M. Lalanne, maire, et le secrétaire de la mairie, M. Dumas, et le commissaire de police, M. Tonillas, et aidés encore par les habitans des communes avoisinantes, ont tous tête à l'élément destructeur, et l'ont combattu bravement, non fait le premier moment de terreur et d'affolement passé.

Le 12, on s'était rendu maître de l'incendie.

LE FUSIL TRAMOND-LEBEL.—On a appris avec une